



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

## Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques

### Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2004, autorisant la SCI DU CLOS REINE, dont le siège social est situé 7 cité Paradis, 75010 Paris, à exploiter un entrepôt sur la commune d'Aubergenville au 9 rue du Clos Reine ;

**Vu** le récépissé en date du 3 août 2007 donnant acte à la SCI ALPHA PYRENEES ATHIS MONS, dont le siège social est situé 34, avenue George V, 75008 Paris, de sa déclaration de succession à la SCI DU CLOS REINE, dans l'exploitation de l'entrepôt situé à Aubergenville, 9 rue du Clos Reine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2011 mettant à jour le classement des activités exploitées par la SCI ALPHA PYRENEES ATHIS MONS, sur son site d'Aubergenville, suite à la modification de la nomenclature, le site passant du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement, les activités sont désormais répertoriées sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Rubrique	Régime *
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des). Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 300 000 m <sup>3</sup>	19 000 t, 28 000 m <sup>2</sup> : Cel. 1 : 6 395 m <sup>2</sup> , 4 500 t Cel. 2 : 5 961 m <sup>2</sup> , 4 200 t Cel. 3 : 7 152 m <sup>2</sup> , 5 000 t Cel. 4 : 8 361 m <sup>2</sup> , 5 300 t  Volume : 237 000 m <sup>3</sup>	1510-2	E  Avec bénéfice de l'antériorité
Installation de combustion fonctionnant au fuel et au gaz naturel. La puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	Puissance thermique maximale : 2,3 MW, 2 chaudières au gaz naturel (2,37 MW) et 1 groupe électrogène (0,16 MW)	2910-A-2	DC
Atelier de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Deux ateliers de charge (cellules 2 et 4) – 140 kW	2925	D

Adresse des guichets : 1 avenue de l'Europe - Versailles

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon - 78010 Versailles cedex

Tél : 01 39 49 78 00 - [www.yvelines.gouv.fr](http://www.yvelines.gouv.fr)

Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques	Rubrique	Régime *
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Cellules 2 et 3 : 800 m <sup>3</sup>	2662-3	D
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup>	Réserve du groupe électrogène, 1 cuve tampon de 0,5 m <sup>3</sup> = 0,1 m <sup>3</sup>	1432	NC

\* A : Autorisation D : Déclaration NC : Non classé

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 mars 2013, suite à l'inspection du 26 février 2013 ;

**Considérant** que l'exploitant doit faire réaliser l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, et au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ;

**Considérant** que l'exploitant a réalisé une analyse du risque foudre en 2010 et une étude technique en 2011 pour définir les mesures de prévention, les dispositifs de protection et le lieu de leur implantation ;

**Considérant** que le jour de l'inspection, les dispositifs de protection contre le risque foudre, préconisés dans l'étude technique foudre, n'étaient pas installés sur les installations du site ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1-I du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture :

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : La SCI ALPHA PYRENEES ATHIS MONS est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville (78410), de respecter, dans un délai de trois mois, les dispositions des articles suivants de l'arrêté ministériels du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 4 octobre 2000 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées :

- article 20 : installation des dispositifs de protection contre le risque foudre sur les installations,
- article 21 : transmission d'un échéancier pour la vérification complète des installations de protection contre la foudre par un organisme compétent, distinct de l'installateur.

**Article 2** : Si l'exploitant n'obtempère pas à l'injonction signifiée dans le délai imparti, il pourra être pris à son encontre les sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement - livre V - titre 1<sup>er</sup>.

**Article 3 :** Délais et voies de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Versailles. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire d'Aubergenville, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 26 MARS 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Philippe CASTANET

1

2

3

(10) 2000 10

4

5